

Mobilisation des savoirs scientifiques par les analystes de politiques des ministères québécois : une enquête transversale *

Recherche réalisée avec le soutien financier du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) et ses partenaires : le Fonds de recherche en santé du Québec (FRSQ) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Dossier n° 2005-SP-95622.

S.V.P. Ne pas publier ce document, en ligne ou par d'autres moyens, sans l'autorisation de l'auteur principal, Mathieu Ouimet.

Étude présentée dans le cadre du colloque « Les sciences de gouvernement, circulation(s), traduction(s), réception(s) », Grenoble et Lyon, France, 16-17 décembre 2010

Auteurs :

Mathieu Ouimet, Ph. D.^{1,2}
Pierre-Olivier Bédard, B.A.¹
Jean Turgeon, Ph. D.³
John N. Lavis, MD, Ph. D.^{4,5,6,7}
François Gélinau, Ph. D.¹
France Gagnon, Ph. D.⁸
Clémence Dallaire, Ph. D.⁹

Coordonnées :

Mathieu Ouimet
Pavillon Charles-De Koninck, bur. 4453
Université Laval, Cité universitaire
Québec (Québec) G1V 0A6 Canada
Téléphone : 418 656-2131, poste 7899
Télécopieur : 418 656-7861
Courriel : mathieu.ouimet@pol.ulaval.ca

1. Département de science politique, Université Laval
2. Centre de recherche du CHUQ, Université Laval
3. École nationale d'administration publique, Université du Québec
4. McMaster Health Forum
5. Centre for Health Economics and Policy Analysis, McMaster University
6. Department of Clinical Epidemiology and Biostatistics, McMaster University
7. Department of Political Science, McMaster University
8. Télé-université, Université du Québec à Montréal
9. Faculté des sciences infirmières, Université Laval

* Une version modifiée, de langue anglaise, est sous presse et paraîtra dans *Evidence & Policy*, vol 6, n° 4, p. 433-460, 2010.

Sommaire structuré

Contexte : en l'absence de grandes banques de données statistiques, il est difficile de poser un diagnostic éclairé sur le comportement et l'attitude des professionnels des ministères québécois à l'égard des savoirs scientifiques. Dans le contexte où de plus en plus d'acteurs s'intéressent au transfert de connaissances au sein de l'administration publique, il devenait alors pertinent de constituer une telle banque de données.

Objectifs spécifiques : 1) dresser un portrait de l'éventail des sources d'information consultées par les professionnels; 2) étudier la fréquence avec laquelle les professionnels consultent des articles scientifiques, des rapports de recherche et des ouvrages universitaires; 3) identifier les facteurs associés à la consultation d'articles scientifiques, de rapports de recherche et d'ouvrages universitaires; 4) tester empiriquement l'hypothèse voulant que les interactions directes avec les chercheurs universitaires soient le plus important corrélat de l'utilisation de recherche.

Devis de recherche : enquête transversale (non longitudinale).

Population cible : professionnels appartenant à des groupes professionnels ciblés, dont les agents de recherche et de planification socioéconomique.

Organisations ciblées : dix-sept ministères québécois.

Collecte de données : entretiens téléphoniques réalisés par une firme de sondage doté du système CATI.

Taux de réponse : 62,48 %.

Résultats : dans l'ensemble, plus de la moitié des professionnels interrogés ont déclaré avoir consulté régulièrement des articles publiés dans des revues scientifiques. Les rapports de recherche et les livres universitaires sont globalement moins souvent consultés par les professionnels que les articles scientifiques. La fréquence de consultation des produits de recherche varie considérablement selon le ministère. Si les livres universitaires sont plus souvent consultés par les professionnels du ministère de la Justice, les articles scientifiques sont généralement plus fréquemment consultés dans les ministères tels que celui du Développement durable et de l'Environnement ou celui de la Santé et des Services sociaux. Plusieurs facteurs sont associés à la consultation des produits de recherche, et pris individuellement, chacun d'eux a un faible pouvoir de prédiction. Les simulations statistiques suggèrent que pour atteindre une association significative avec l'utilisation des résultats de la recherche les facteurs doivent être manipulés simultanément. L'ampleur de l'association observée grâce à cette combinaison de facteurs varie légèrement en fonction du niveau d'éducation.

Implications : comme cette étude n'est pas fondée sur l'expérimentation, il serait imprudent de recommander des interventions précises aux ministères québécois qui souhaiteraient favoriser la mobilisation des savoirs scientifiques auprès de leurs professionnels. La suite logique de cette étude serait d'évaluer l'efficacité d'interventions précises en ayant recours à des devis expérimentaux ou quasi expérimentaux. La réalisation de telles études au sein de l'administration publique nécessitera une étroite collaboration entre les chercheurs et les gestionnaires publics.

1. Introduction¹

Le personnel des ministères québécois, comme celui des autres ministères d'ailleurs, constitue un ensemble hétérogène d'acteurs individuels dont le mandat et les tâches peuvent parfois varier considérablement d'un groupe professionnel à l'autre. Par ailleurs, un des groupes professionnels est particulièrement concerné par les questions d'accès et d'utilisation des résultats de recherche scientifique, il s'agit du groupe des agents de recherche et de planification. Globalement, l'une des particularités de ces agents et d'autres membres du personnel (ex. ingénieurs, avocats, etc.) est qu'ils sont chargés de collecter, mais surtout d'analyser, de l'information et des savoirs dans le but d'informer un ou plusieurs décideurs (sous-ministre, sous-ministre adjoint, directeur général). Ces professionnels n'ont pas véritablement de rôle décisionnel formel, ce rôle étant réservé aux gestionnaires tels que les directeurs, directeurs généraux, sous-ministres adjoints et sous-ministres. Sauf exceptions de plus en plus rares, ces professionnels sont minimalement dotés d'un diplôme de premier cycle universitaire. Aux meilleures de nos connaissances, l'attitude et le comportement de ces professionnels au regard de l'utilisation de résultats de recherche scientifique n'ont pas encore été étudiés de façons systématique et empirique. La présente étude est donc la première à porter une attention exclusive à ces professionnels.

L'utilisation des savoirs scientifiques au sein d'organisations publiques est un phénomène qui obtient une attention grandissante, notamment sous l'impulsion récente de l'approche décisionnelle fondée sur les données probantes (*evidence-based policymaking*), ou son acception moins formelle *informée par*, plutôt que *fondée sur*, les données probantes (*evidence-informed policymaking*). Le fait que les politiques publiques, à travers les différentes étapes du cycle de production, impliquent la mobilisation et l'analyse d'informations et de connaissances diverses apparaît indéniable. Ce qui apparaît moins clairement, en revanche, est la part de sources scientifiques et universitaires considéré dans cet effort d'acquisition et de mobilisation des savoirs par les professionnels.

Plusieurs corrélats de l'utilisation des savoirs scientifiques au sein de l'administration publique ont été identifiés dans des études empiriques, les relations socioprofessionnelles entre fonctionnaires et chercheurs étant celles qui ont été le plus souvent citées (voir les recensions systématiques d'Innvaer et autres, 2002 et de Lavis et autres, 2005). Certains chercheurs et leaders d'opinion font la promotion de l'établissement de liens d'échange entre fonctionnaires et chercheurs afin de soutenir l'utilisation des savoirs scientifiques (ex. Lomas, 2000). De plus, le recours aux courtiers de connaissances est suggéré pour pallier le besoin de canaux de communication entre l'administration publique et le milieu de la recherche scientifique (Lomas, 2007; Dobbins et autres, 2009a, 2009b). L'une des principales hypothèses de ce champ d'études est donc que **les interactions socioprofessionnelles entre fonctionnaires et chercheurs sont le plus important corrélat de l'utilisation des savoirs scientifiques au sein de l'administration publique.**

Cette hypothèse, souvent implicite, pourrait avoir des implications certaines en ce qui concerne l'élaboration d'interventions visant à accroître l'utilisation de résultats de recherche. Dans la mesure où ces interventions focaliseraient essentiellement sur l'établissement de ce type d'interactions, d'autres interventions potentiellement efficaces pourraient être occultées. Bien que l'association entre les interactions chercheurs-fonctionnaires ait déjà été établie dans des études empiriques (ex. Landry, Lamari et Amara, 2003), l'hypothèse attestant l'*importance* de

¹ Dans ce document, le masculin est employé sans aucune discrimination dans le seul but d'alléger le texte.

ce facteur n'a pas encore été testée dans le cadre de recherches dotées d'un grand nombre d'observations, ces dernières étant plutôt rares dans ce champ d'études (le nombre d'observations dans les 24 études observationnelles répertoriées par Innvaer et autres (2002) varie de 16 à 479).

L'objectif général de cette étude est d'identifier les corrélats de l'utilisation de résultats de recherche chez les professionnels travaillant dans des ministères. Plus précisément, cette étude fournira des données sur la magnitude de l'effet des interactions sociales chercheurs-professionnels tout en ajustant les résultats pour plusieurs facteurs potentiellement confondants, dont certains ont été identifiés dans des études empiriques antérieures. Il est important de noter que cette étude porte sur l'utilisation de trois types de produits de recherche, c'est-à-dire les articles publiés dans des périodiques scientifiques, les rapports de recherche produits par des chercheurs universitaires et les livres (ou chapitres de livres) également produits dans le milieu universitaire. Cette étude ne traite donc pas de la mobilisation d'autres produits de recherche, comme les rapports produits par des instituts, centres ou groupes de recherche extérieurs au milieu universitaire. Il faut également noter que cette étude porte exclusivement sur la *consultation* de produits de recherche par les professionnels, et n'aborde pas l'épineuse question de l'influence qu'elle pourrait avoir sur la qualité des analyses produites ou encore sur les décisions qui se nourrissent de ces dernières.

L'approche idéale pour évaluer la présence et la magnitude de la relation causale entre les interactions sociales avec des chercheurs et la consultation de produits de recherche serait de réaliser une étude expérimentale dans laquelle des corrélats auraient été manipulés dans un groupe expérimental, mais non dans un groupe de contrôle. Bien que ce type d'étude soit envisageable, la réalisation d'études expérimentales au sein de ministères est susceptible de poser des défis méthodologiques et pratiques considérables. La présente étude est fondée sur l'observation plutôt que sur l'expérimentation, tout en étant de nature transversale, c'est-à-dire sans composante longitudinale. Néanmoins, l'étude est fondée sur une banque de données qui a été constituée de novembre à décembre 2008 et qui contient des informations sur 1614 professionnels répartis à travers 17 ministères québécois.

2. Objectifs spécifiques de l'étude

Cette étude poursuit les quatre objectifs spécifiques suivants :

1. Dresser un portrait de l'éventail des sources d'information consultées par les professionnels;
2. Étudier la fréquence avec laquelle les professionnels consultent des articles scientifiques, des rapports de recherche et des ouvrages universitaires;
3. Identifier les facteurs associés à la consultation d'articles scientifiques, de rapports de recherche et d'ouvrages universitaires;
4. Tester empiriquement l'hypothèse voulant que les interactions directes avec les chercheurs universitaires soient le plus important corrélat de l'utilisation de recherche.

Ces objectifs s'inscrivent dans une démarche visant à accroître le rayonnement de la recherche universitaire, des savoirs scientifiques au sein des ministères québécois. Il est donc postulé que la production des politiques publiques pourrait bénéficier des apports de la recherche scientifique, et ce, de façon à mettre en place des politiques publiques plus efficaces, plus efficientes, plus équitables, dans une multitude de secteurs. En somme, ce qui est ciblé par ces considérations est la capacité administrative sous-tendant l'action gouvernementale et la

capacité des professionnels à prendre en considération les savoirs issus de la recherche scientifique dans leur pratique.

3. Conceptualisation et théorie

3.1 Utilisation des savoirs scientifiques

D'entrée de jeu, notons que la définition même de l'*utilisation des savoirs scientifiques* est objet de divergence (Graham 2006, Thompson, 2006). Différentes formes d'utilisation peuvent être conceptualisées² (Weiss, 1979) et différents standards (Knott et Wildavsky, 1980) peuvent être employés afin de mesurer ce phénomène. Dans le cadre de la présente étude, l'utilisation est considérée comme équivalente à une forme de *consultation*. Autrement dit, une telle conceptualisation ne préjuge pas de l'impact de la connaissance utilisée, en ce sens où l'acquisition et l'utilisation (la consultation) sont des phénomènes logiquement distincts de l'application (l'impact) de la recherche consultée. Cette distinction entre utilisation et impact a été reconnue par d'autres (Rich et Oh, 2000).

De toute évidence, il n'y a pas de façon standard de mesurer l'utilisation des savoirs scientifiques par les fonctionnaires et l'approche adoptée afin de mesurer ce construit varie généralement d'une étude à l'autre. Comme mentionné par Greenberg et Mandell (1991, p. 634) : "Surveys in the knowledge utilization field have asked questions that are entirely too general." Étonnement, des questions directes visant à mesurer l'utilisation d'articles publiés dans des revues scientifiques, des rapports de recherche et des ouvrages universitaires (c.-à-d. parmi les principaux extraits de l'activité scientifique) n'ont jamais été mis à profit dans des études transversales dotées d'un nombre élevé d'observations. Plutôt que de questionner les fonctionnaires à propos de leur consultation de certains documents spécifiques, les études antérieures emploient des questions vagues mesurant l'utilisation de savoirs issus de la recherche de façon générale. Prenons, à titre d'exemple, l'étude comportant 479 observations répertoriées par Innvaer et autres (2002) dans leur synthèse des savoirs, dont les données sont rapportées dans Oh et Rich (1996), Oh (1998) et Rich et Oh (2000). Les analyses produites par ces auteurs suggèrent que la provenance interne de la recherche est le facteur prédisant le mieux l'utilisation des savoirs scientifiques (Oh et Rich, 1996) et l'impact perçu de la recherche sur la prise de décision (Oh, 1998). Toutefois, dans cette étude, la recherche/information est définie de façon très large (c.-à-d. faisant référence à différents types de documents, y compris les évaluations de programmes, les projets de démonstrations et les analyses de politiques). L'étude ne portait donc pas spécifiquement sur l'utilisation de savoirs scientifiques, mais plutôt sur l'utilisation d'un éventail plus large de savoirs juxtaposés en un seul indice. Gardons simplement en tête que la mesure du phénomène est d'une importance cruciale, notamment pour interpréter correctement les résultats de l'étude.

Enfin, le consensus voulant que la recherche soit sous-utilisée par les responsables de politiques publiques est peut-être attribuable à l'unité d'analyse choisie dans les études empiriques existantes. En effet, dans la plupart des études empiriques, si ce n'est la totalité de celles-ci, l'attention est portée sur les responsables de politiques publiques ayant un rôle *décisionnel* (ex. des directeurs, directeurs généraux, etc.). Toutefois, ces individus ne sont généralement pas ceux qui sont chargés d'amasser et d'analyser l'information. En réalité, cette tâche est plutôt attribuée à ce qu'il conviendrait d'appeler, de façon générique, des analystes de politiques (*policy analysts*) sans rôle décisionnel, qui ont pour responsabilité de contribuer au contenu informationnel des politiques publiques par l'entremise, notamment, de recommandations aux

² Notamment, instrumentale, conceptuelle et symbolique.

gestionnaires et décideurs (Lindquist 1990; Cohn 2006, 2007). Le fait que les comportements d'utilisation de recherche de ces professionnels n'aient jamais été étudiés peut avoir conduit les chercheurs à conclure à la sous-utilisation de résultats de recherche. Un scénario possible est que la recherche est effectivement utilisée par les décideurs mais indirectement, alors que ceux-ci lisent (ou écoutent) les recommandations écrites (ou orales) de leurs analystes. Pour faire suite à ce qui a été affirmé plus haut concernant la mesure du phénomène, conclure à une *sous-utilisation* pourrait donc être une exagération liée à l'unité d'analyse considérée. La présente étude est la première à focaliser spécifiquement sur l'utilisation des savoirs scientifiques chez les professionnels.

3.2 Corrélats de l'usage des savoirs scientifiques par le personnel de l'administration publique

Trois approches théoriques dominantes sont identifiables au sein de la littérature sur l'utilisation des savoirs scientifiques : la théorie de l'*acteur rationnel* et les approches centrées sur l'*intérêt organisationnel* et la *communication* (Rich et Oh, 2000; Ouimet et autres, 2009). Bien qu'apparaissant comme des explications concurrentes du phénomène d'utilisation des savoirs scientifiques, ces trois approches peuvent être considérées comme complémentaires en vertu de l'attention portée par chacune sur différents aspects fondamentaux liés au transfert de savoirs. Par exemple, la théorie de l'acteur rationnel, notamment dans une perspective de rationalité limitée (Simon, 1947), met en lumière les limites individuelles à l'absorption d'information, illustrant de façon plus générale le problème d'accès (cognitif) à certains savoirs et aux compétences préalables à l'effort d'acquisition et d'utilisation de recherche.

Par ailleurs, l'approche théorique focalisant sur l'intérêt organisationnel illustre l'importance de l'engagement de l'organisation en faveur d'une plus grande utilisation des savoirs scientifiques par son personnel. L'idée centrale est qu'une organisation fait des choix stratégiques en fonction de ses intérêts et que lorsque le transfert de recherche est considéré comme prioritaire au sommet de la hiérarchie, l'organisation s'engage alors à intervenir pour le favoriser. Cet engagement organisationnel prendra différentes formes, notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre prévoyant le déploiement de mesures concrètes, par exemple de la formation continue favorisant le développement des compétences du personnel ou encore la mise à disposition et la valorisation d'outils permettant d'accéder aux résultats de recherche (ex. le nouveau *Cadre pour un transfert de connaissances au sein du Ministère de la Santé et des Services sociaux*).

Enfin, l'approche théorique se focalisant sur la communication illustre l'écart existant entre ces deux communautés distinctes que sont les chercheurs universitaires et les responsables de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de politiques publiques. Comme chacune de ces communautés fonctionne sur la base d'un langage, d'une temporalité et d'une expertise distincts, il s'ensuit une difficile communication entre les deux. Il est donc proposé d'accroître la fréquence et d'améliorer la qualité des interactions entre acteurs afin de favoriser l'utilisation de recherche au sein de la fonction publique. Plutôt que de revoir en détail chacune de ces approches théoriques, notons seulement que les analyses statistiques présentées dans cette étude intègrent des corrélats qui correspondent à des aspects fondamentaux de celles-ci.

En lien avec l'approche théorique se focalisant sur la rationalité (limitée) des acteurs individuels, il est ici suggéré que les indicateurs mesurant les savoirs préalables des professionnels doivent être considérés comme des corrélats potentiellement importants de l'utilisation de recherche. Plus précisément, il est soutenu qu'un professionnel lisant un produit

de recherche (ex. un article scientifique) doit posséder la formation et l'expertise nécessaires non seulement pour comprendre son contenu, mais également pour être en mesure d'en apprécier la qualité méthodologique (ou à l'inverse, ses possibles failles³), sa validité et son applicabilité. Autrement dit, il ne serait pas « rationnel » pour un individu de consulter un document rédigé dans un langage qu'il comprend difficilement ou dont il reconnaîtrait la validité *a priori* (en raison d'un argument d'autorité – prestige du chercheur, de la revue, jargon scientifique, etc.). Dans cette étude, les variables reflétant les savoirs préalables des professionnels incluent leur type de formation, leur champ disciplinaire de formation ainsi que leur participation à de la formation professionnelle continue impliquant une certaine exposition à du contenu scientifique. L'hypothèse soutenue est que ces variables sont significativement associées à l'utilisation des savoirs scientifiques, puisque les savoirs préalables et les compétences acquises apparaissent comme un préalable à l'absorption de savoirs dans les organisations bureaucratiques (voir notamment, Todorova et Durisin 2007; Ouimet et autres, 2009). Toujours comme faisant partie intégrante de la capacité d'absorption des savoirs, il est soutenu que la lecture de textes de langue anglaise est également un corrélat important de l'utilisation des savoirs scientifiques, dans la mesure où l'anglais est considéré comme la langue internationale de la science.

De pair avec les savoirs préalables, et en lien avec l'approche théorique centrée sur l'intérêt organisationnel, l'accès physique à des sources d'information est un autre préalable à l'absorption de savoirs selon ce même modèle. Toutefois, l'importance de ce facteur n'est pas prise en compte dans les explications dominantes, ce facteur n'étant pas même cité dans les deux principales revues systématiques de littérature du domaine d'étude (Innvaer et autres, 2002; Lavis et autres, 2005). Un problème se pose donc sur le plan de l'accès, lorsque les résultats de recherche sont codifiés dans des revues scientifiques, impliquant un coût d'accès non négligeable pour des organisations dont la mission première n'est pas orientée vers la recherche (un ministère, par exemple). Plus concrètement, il a été montré que l'accès à des bases de données bibliographiques électroniques est associé positivement et significativement à l'utilisation de revues systématiques de littérature par des gestionnaires de santé publique (Dobbins et autres, 2004). Dans la présente étude, l'accès *physique* à la recherche est mesuré par une variable reflétant l'accès perçu, par les professionnels, à des bases de données bibliographiques électroniques à partir de leur poste de travail.

En lien avec l'approche théorique dominante fondée sur la communication, nous avons mesuré les interactions sociales avec des chercheurs universitaires. Ont été mesurés à la fois la présence *vs* l'absence d'interactions avec des chercheurs universitaires, et les champs disciplinaires auxquels appartiennent les chercheurs contactés par les professionnels (c'est-à-dire, sciences humaines et sociales, sciences administratives, sciences de la santé, sciences naturelles et génie). Des données plus précises sur la nature de ces interactions seront collectées dans le cadre d'un autre projet de recherche. Bien qu'imprécises, les données recueillies permettent de tester l'hypothèse générale voulant que les interactions directes avec des chercheurs soient le principal corrélat de l'utilisation des savoirs scientifiques.

Au-delà de ces variables, les résultats présentés dans cette étude ont été ajustés en fonction d'autres corrélats. Il a été montré que *l'utilité perçue de la recherche universitaire* constitue un important corrélat de l'utilisation des savoirs scientifiques auprès des responsables de politiques publiques (Innvaer et autres, 2002; Lavis et autres, 2005; Ouimet et autres, 2006). En effet, il serait logiquement inconséquent pour un individu d'acquiescer et de consulter des résultats de

³ Cet aspect est d'autant plus important alors qu'un bassin d'informations codifiées, dans des articles scientifiques par exemple, recèle des études de qualité et de valeur méthodologique variables. Il est donc pertinent d'avoir les outils nécessaires à une interprétation critique des études scientifiques.

recherche s'il n'accorde pas minimalement une valeur (réelle ou potentielle) à l'activité scientifique. En fait, l'attitude est l'un des quatre déterminants du comportement selon la théorie du comportement planifié élaborée par Ajzen (1991). Dans la présente étude, une variable mesure l'utilité perçue de l'information produite par les chercheurs universitaires en comparaison avec d'autres producteurs d'information (comme les fonctionnaires, les journalistes, etc.). Cette comparaison est intéressante, notamment dans la mesure où les professionnels sont exposés à une multitude de sources d'informations, parfois concurrentes, dans le cadre de leurs activités professionnelles.

Par ailleurs, comme cela a été le cas dans des études empiriques antérieures (ex. Landry, Lamari et Amara, 2003), les analyses statistiques multivariées ont été ajustées en fonction des préférences individuelles en matière de méthodologie de la recherche (quantitative, qualitative, conceptuelle/théorique). Finalement, ont été incluses un certain nombre de variables contrôle ayant trait aux attributs individuels (genre et âge), au contexte professionnel (étapes du cycle de politique publique et production de recommandations écrites) et au domaine administratif (ministère d'emploi). Les définitions opérationnelles détaillées ainsi que les informations portant sur la population ciblée, la méthode d'échantillonnage, le processus de collecte des données et le calcul du taux de participation sont présentées en annexe.

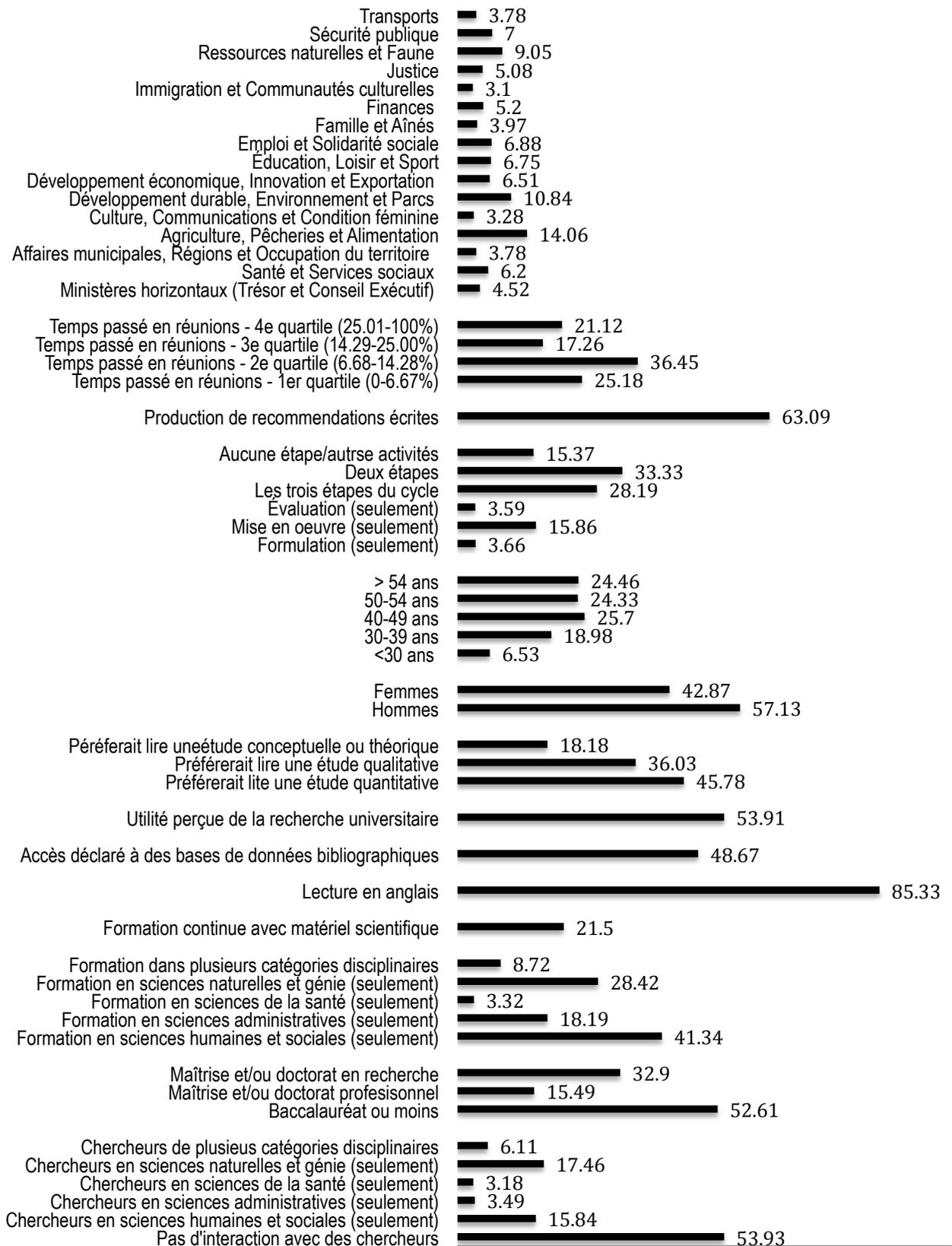
4. Résultats

4.1 Description de l'échantillon et statistiques descriptives des corrélats

Les participants de l'enquête sont répartis à travers 17 ministères selon les proportions présentées à la figure 1. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (14,06 %) est celui qui est doté du plus grand nombre de professionnels, tandis que le Secrétariat du Conseil du Trésor est celui qui est doté du moins grand nombre de répondants (1,92 %). Dans les analyses de régression, le ministère du Conseil exécutif et le Secrétariat du Conseil du Trésor ont été fusionnés en une catégorie unique nommée « Ministères horizontaux » (4,52 %).

Comme rapportés à la figure 1, 42,87 % des 1614 participants et participantes sont des femmes. En ce qui concerne l'âge, 6,53 % avaient moins de 30 ans, 18,98 % avaient de 30 à 39 ans, 25,70 % avaient de 40 à 49 ans, 24,33 % avaient de 50 à 54 ans, et une proportion similaire de répondants (24,46 %) avaient plus de 55 ans. En ce qui a trait au contexte professionnel des répondants, 61,52 % d'entre eux, sur 1614, prenaient part à plus d'une des trois étapes du cycle des politiques (élaboration, mise en œuvre ou évaluation de politiques). Plus précisément, un tiers des répondants (33,33 %) ont rapporté prendre part à deux étapes du cycle des politiques, tandis qu'un peu moins du tiers (28,19 %) affirment être impliqués dans toutes les étapes considérées. Des 1614 répondants, 23,11 % prenaient part à seulement une seule étape du cycle des politiques (15,86 % à la mise en œuvre de politiques, 3,66 % à l'élaboration de politiques et 3,59 % à l'évaluation de politiques). Par ailleurs, 15,37 % des répondants affirment n'être impliqués dans aucune des étapes du cycle de politiques publiques et sont, par conséquent, affairés à d'autres activités. Un peu moins des deux tiers des répondants (63,09 %) affirment avoir produit au moins un document dans lequel figuraient des recommandations concernant la modification ou l'adoption de politiques publiques au cours des 12 derniers mois. Également, notons que 36,45 % des répondants consacrent de 7,1 à 14,3 % de leur temps (2^e quartile) à la participation à des réunions.

Figure 1 : Distribution de pourcentage des corrélats considérés dans l'étude (n = 1614)



Comme présenté à la figure 1, un peu plus de la moitié des répondants (53,93 %) n'ont pas contacté de professeurs ou chercheurs universitaires au cours des 12 derniers mois. De ceux affirmant avoir contacté au moins un chercheur universitaire durant cette même période, 17,46 % identifient ceux-ci comme provenant exclusivement des sciences naturelles et génie, 15,84 %, exclusivement des sciences humaines et sociales, 3,49 %, exclusivement des sciences de l'administration, 3,18 %, exclusivement des sciences de la santé et 6,11 %, identifient le ou les chercheurs contactés comme œuvrant dans plus d'un champ disciplinaire.

En ce qui a trait à la formation et l'expertise reflétant les savoirs préalables (et qui, comme nous l'avons identifié, sont un préalable à l'*accès cognitif* aux résultats de recherche), un peu plus de la moitié des répondants détiennent un baccalauréat (52,61 %), 15,49 % détiennent un diplôme de maîtrise ou de doctorat professionnel et 32,90 % sont détenteurs d'un diplôme de maîtrise ou de doctorat en recherche. De toute évidence, les répondants ont été formés dans différents champs disciplinaires. Des 1614 répondants, 41,34 % ont été formés exclusivement en sciences humaines et sociales, 28,42 %, exclusivement en sciences naturelles et génie, 18,19 %, exclusivement en sciences de l'administration, 3,32 %, exclusivement en sciences de la santé et 8,72 % détiennent un diplôme dans de multiples champs disciplinaires. En ce qui concerne la formation professionnelle continue, 21,50 % des répondants affirment avoir pris part, au cours de la dernière année, à une activité de ce type impliquant du matériel scientifique. Finalement, un peu plus de 85,33 % des répondants affirment avoir à lire des documents en anglais dans le cadre de leurs activités professionnelles. Tournant maintenant notre attention vers l'*accès physique* aux résultats de recherche, on observe que plus de la moitié des répondants (51,33 %) reconnaissent (qu'il s'agisse d'une situation perçue ou réelle) ne pas avoir accès à des bases de données bibliographiques électroniques à partir de leur poste de travail ou ne pas savoir s'ils y ont accès.

À propos de l'utilité de l'information produite par différents groupes d'individus, un peu plus de la moitié (53,91 %) des répondants classent les professeurs et chercheurs universitaires au premier ou deuxième rang sur une liste incluant cinq groupes d'individus (professionnels et gestionnaires du secteur public, professeurs/chercheurs universitaires, journalistes, consultants du secteur privé et chercheurs de groupes de réflexion). Les répondants ont également été questionnés quant aux études qu'ils souhaiteraient lire si le choix suivant leur était donné : études quantitatives (avec analyses de régression), analyses qualitatives (avec analyses de contenu ou d'entrevues) ou études présentant des réflexions conceptuelles ou théoriques. Dans l'ensemble, 45,78 % des répondants ont choisi les études quantitatives, 36,03 %, les études qualitatives et 18,18 %, les études conceptuelles et réflexives.

4.2 Documentation consultée par les professionnels

Dans leur pratique, les professionnels des ministères québécois sont exposés à diverses sources d'information et sont eux-mêmes appelés à acquérir et à consulter une certaine quantité d'informations produites par différents groupes. Le questionnaire contenait deux questions permettant d'évaluer la fréquence de consultation de 14 types de documents, incluant des articles scientifiques, des rapports de recherche et des livres universitaires (c.-à-d. les variables dépendantes considérées dans cette étude). Dans un premier temps, les répondants ont été questionnés à savoir s'ils avaient ou non consulté chaque type de document au cours des 12 derniers mois. Dans un second temps, les participants ayant répondu positivement à cette question étaient interrogés quant à la fréquence de consultation de ces documents. La distribution de pourcentage de la documentation consultée sur une base mensuelle ou hebdomadaire est présentée à la figure 2. On y observe que les documents les plus fréquemment

consultés sont la note de service et la revue de presse. Plus précisément, 79,83 % des répondants ont consulté des notes de service sur une base mensuelle ou hebdomadaire au cours des 12 derniers mois et 79,38 % ont consulté des revues de presse selon la même fréquence. Au troisième rang des documents les plus souvent consultés, on retrouve les lois et règlements. En fait, 66,69 % des répondants affirment avoir consulté une loi ou un règlement plusieurs fois par semaine, la plupart des semaines ou une fois de temps à autre, la plupart des mois, au cours des 12 derniers mois.

Figure 2 : Distribution de pourcentage (%) de la documentation consultée sur une base mensuelle ou hebdomadaire

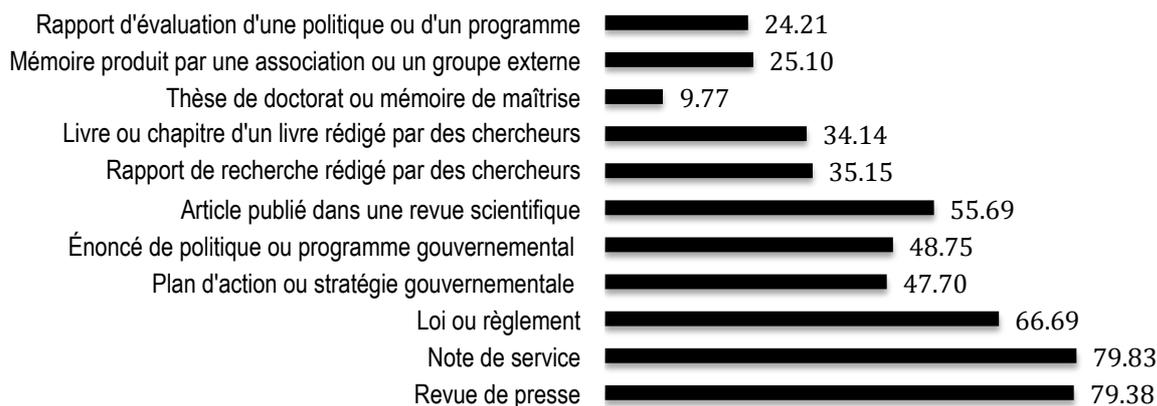
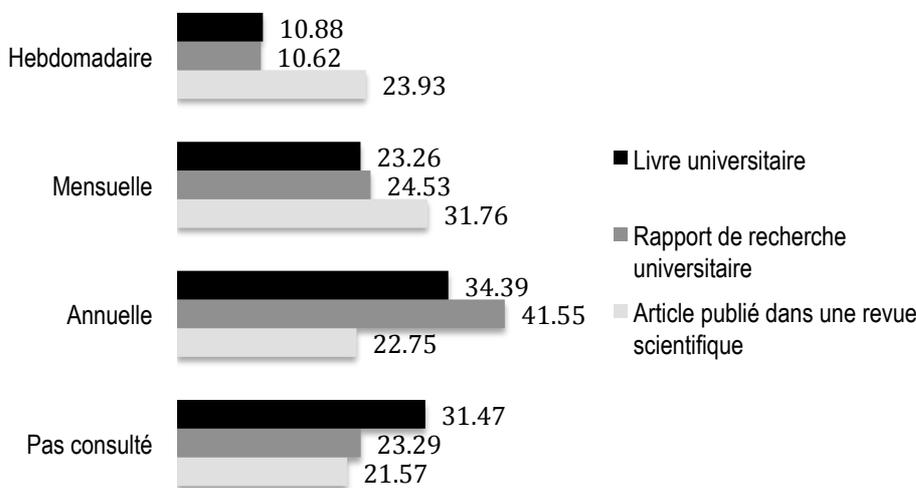


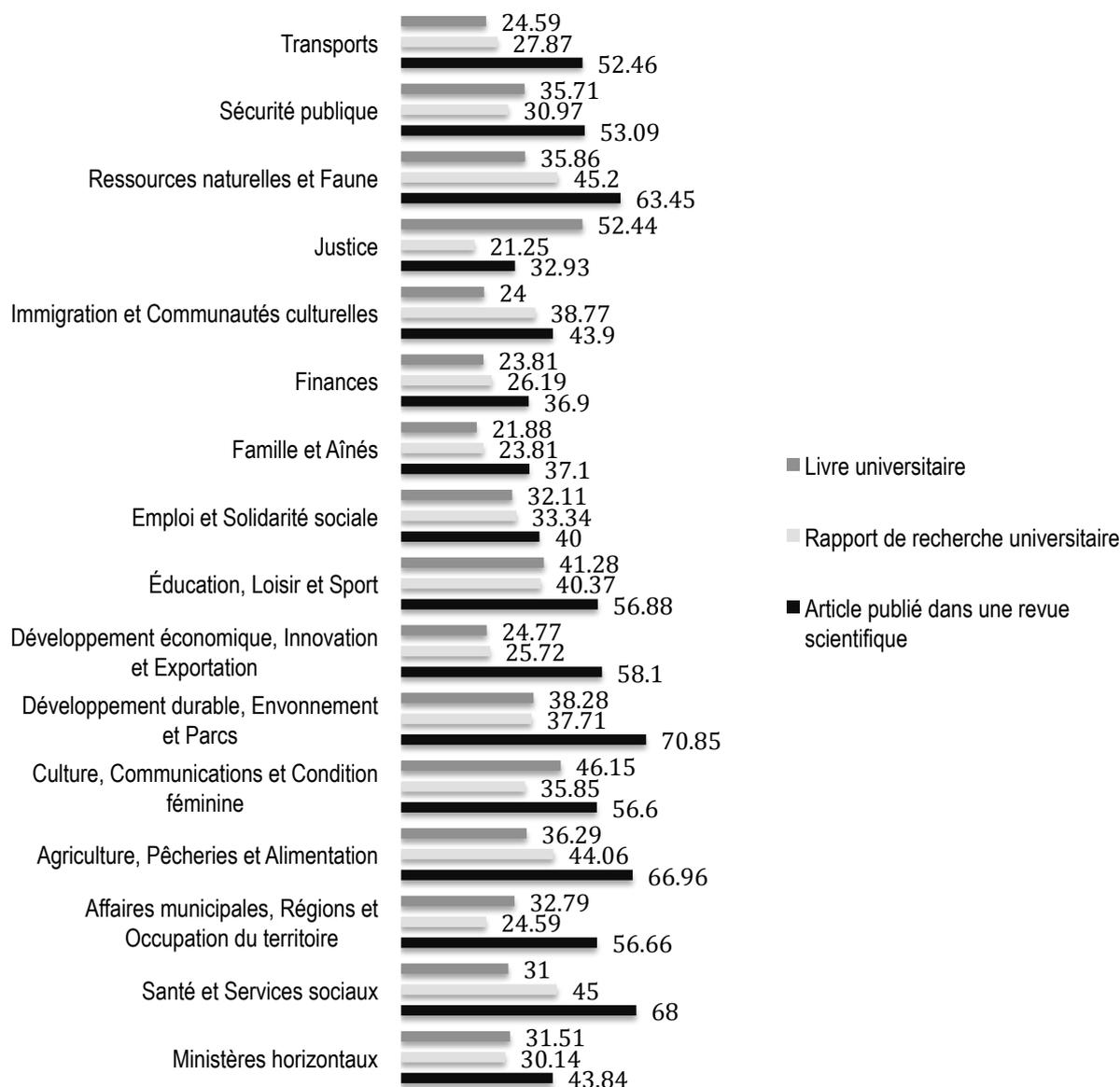
Figure 3 : Distribution de pourcentage (%) des trois variables dépendantes



Les articles publiés dans des revues scientifiques, une des variables dépendantes considérées dans la présente étude, sont les documents se situant au quatrième rang des documents les plus souvent consultés par les professionnels. Près de 80 % des répondants ont consulté ce type de document au moins une fois au cours des 12 derniers mois. Toutefois, 55,69 % des répondants ont consulté des articles scientifiques sur une base mensuelle ou hebdomadaire au cours de cette même période. Les livres et les rapports rédigés par des chercheurs du milieu universitaire ont été consultés sur une base mensuelle ou hebdomadaire par 35,15 % et 34,14 % des 1614 répondants. La distribution de pourcentage détaillée des trois variables dépendantes considérées dans cette étude est présentée à la figure 3.

En somme, les résultats présentés à la figure 2 suggèrent que les sources scientifiques considérées dans l'étude sont consultées par un grand nombre de professionnels. On peut conclure que l'information mobilisée par les professionnels dans leur pratique provient de sources diverses (internes et externes) et que les sources scientifiques (notamment les articles parus dans des revues scientifiques) sont régulièrement consultées. Il serait donc faux de conclure à la sous-consultation de ces sources d'information, mais rappelons au passage que cette forme d'utilisation, comme définie dans cette étude, n'est pas un indicateur d'influence ou d'impact, ce qui fait référence à un phénomène logiquement distinct de l'utilisation définie comme consultation.

Figure 4 : Distribution de pourcentage (%) des trois variables dépendantes (consultations mensuelle et hebdomadaire combinées) ventilée par domaine administratif



La distribution de pourcentage de ces trois mêmes variables ventilée par domaine administratif est présentée à la figure 4. La fréquence de consultation des trois produits de recherche varie considérablement selon le ministère. Les résultats présentés à la figure 4 montrent que c'est aux ministères du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de la Santé et des Services sociaux que les articles scientifiques sont le plus fréquemment consultés sur une base mensuelle ou hebdomadaire par les professionnels. Par ailleurs, on y observe également que c'est aux ministères de la Justice, des Finances et de la Famille et des Aînés que les articles scientifiques sont le moins fréquemment consultés. En ce qui concerne les livres universitaires, les ministères dans lesquels ils sont le plus souvent consultés sur une base mensuelle ou hebdomadaire sont celui de la Justice et celui de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. En ce qui a trait aux rapports de recherche rédigés par des chercheurs universitaires, les ministères où ils sont le plus fréquemment consultés sont celui des Ressources naturelles et la Faune, celui de la Santé et des Services sociaux et celui de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. En somme, les résultats montrent que l'utilisation des produits de la recherche varie en fonction du domaine administratif et que la nature de cette variation dépend, entre autres choses, du support physique de diffusion (articles, rapports, livres).

4.3 Résultats des analyses statistiques multivariées

Afin d'évaluer l'association entre les corrélats présentés à la figure 1 (définis en annexe) et les trois variables dépendantes retenues pour cette étude, trois équations de régression logistique ordonnée, dont les paramètres sont présentés au tableau 1, ont été résolues. Rappelons que la banque de données utilisée contient des informations sur 1614 professionnels. Rappelons également que trois variables dépendantes ont été considérées :

- **Consultation d'articles scientifiques** – 0 : pas consulté; 1 : quelquefois durant l'année; 2 : de temps à autre, la plupart des mois; 3 : plusieurs fois par semaine, la plupart des semaines.
- **Consultation de rapports de recherche universitaires** – 0 : pas consulté; 1 : quelquefois durant l'année; 2 : de temps à autre, la plupart des mois; 3 : plusieurs fois par semaine, la plupart des semaines.
- **Consultation de livres universitaires** – 0 : pas consulté; 1 : quelquefois durant l'année; 2 : de temps à autre, la plupart des mois; 3 : plusieurs fois par semaine, la plupart des semaines.

Les variables suivantes ont été entrées dans chacun des trois modèles de régression en tant que corrélats potentiellement *manipulables* :

- **Interactions avec des chercheurs en sciences de la santé** – Avoir contacté au moins un chercheur universitaire en sciences de la santé (pas dans d'autres catégories disciplinaires) au cours des 12 derniers mois (1 : oui; 0 : autrement; *référence* : aucun chercheur universitaire contacté).
- **Interactions avec des chercheurs en sciences naturelles et génie** – Avoir contacté au moins un chercheur universitaire en sciences naturelles et génie (pas dans d'autres catégories disciplinaires) au cours des 12 derniers mois (1 : oui; 0 : autrement; *référence* : aucun chercheur universitaire contacté).
- **Interactions avec des chercheurs en sciences administratives** – Avoir contacté au moins un chercheur universitaire en sciences administratives (pas dans d'autres catégories disciplinaires) au cours des 12 derniers mois (1 : oui; 0 : autrement; *référence* : aucun chercheur universitaire contacté).

- **Interactions avec des chercheurs en sciences humaines et sociales** – Avoir contacté au moins un chercheur universitaire en sciences humaines et sociales (pas dans d'autres catégories disciplinaires) au cours des 12 derniers mois (1 : oui; 0 : autrement; *référence* : aucun chercheur universitaire contacté).
- **Interactions avec des chercheurs de plusieurs catégories disciplinaires** – Avoir contacté des chercheurs universitaires de plusieurs catégories disciplinaires au cours des 12 derniers mois (1 : oui; 0 : autrement; *référence* : aucun chercheur universitaire contacté).
- **Formation continue avec matériel scientifique** – Avoir participé à au moins une formation impliquant une exposition à du matériel scientifique au cours des 12 derniers mois (0 : non; 1 : oui).
- **Accès déclaré à des bases de données bibliographiques** – À partir de son poste de travail et permettant d'imprimer ou de télécharger des articles scientifiques (0 : non; 1 : oui).
- **Utilité perçue de la recherche universitaire** – (0 : avoir rangé les professeurs/chercheurs universitaires au 3^e, 4^e ou 5^e rang dans une liste contenant cinq groupes de producteurs d'information; 1 : avoir rangé les professeurs/chercheurs universitaires au 1^{er} ou 2^e rang).

Les variables suivantes ont également été entrées dans les modèles de régression, mais en tant que corrélats non manipulables ou difficilement manipulables :

- **Maîtrise ou doctorat professionnel** – 1 : oui; 0 : non; *référence* : baccalauréat et moins.
- **Maîtrise ou doctorat en recherche** – 1 : oui; 0 : non; *référence* : baccalauréat et moins).
- **Formation en sciences humaines et sociales** – 1 : avoir reçu une formation seulement en sciences humaines et sociales; 0 : autrement; *référence* : formation en sciences de la santé seulement.
- **Formation en sciences administratives** – 1 : avoir reçu une formation seulement en sciences administratives; 0 : autrement; *référence* : formation en sciences de la santé seulement.
- **Formation en sciences naturelles et génie** – 1 : avoir reçu une formation seulement en sciences naturelles et génie; 0 : autrement; *référence* : formation en sciences de la santé seulement.
- **Formation dans plusieurs catégories disciplinaires** – 1 : avoir reçu une formation dans plusieurs catégories disciplinaires; 0 : autrement; *référence* : formation en sciences de la santé seulement.
- **Études conceptuelles** – Préférerait lire une étude conceptuelle ou théorique s'il avait le choix (0 : non; 1 : oui; *référence* : études quantitatives).
- **Études qualitatives** – Préférerait lire une étude qualitative s'il avait le choix (0 : non; 1 : oui; *référence*: études quantitatives).
- **Lecture en anglais** – Avoir lu des textes en anglais au travail (0 : non; 1 : oui)
- **Genre** – 0 : homme; 1 : femme.
- **<29 ans** – 1 : <29 ans; 0 : autrement; *référence* : >54 ans.
- **30-39 ans** – 1 : 30-39 ans; 0 : autrement; *référence* : >54 ans.
- **40-49 ans** – 1 : 40-49 ans; 0 : autrement; *référence* : >54 ans.
- **50-54 ans** – 1 : 50-54 ans; 0 : autrement; *référence* : >54 ans.
- **Mise en œuvre** – 1 : seulement impliqué dans la mise en œuvre de politiques; 0 : autrement; *référence* : seulement impliqué dans la formulation de politiques.
- **Évaluation** – 1 : seulement impliqué dans l'évaluation de politiques; 0 : autrement; *référence* : seulement impliqué dans la formulation de politiques.

- **Toutes les étapes** – 1 : impliqué dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques; 0 : autrement; *référence* : seulement impliqué dans la formulation de politiques.
- **Deux étapes** – 1 : impliqué dans deux des trois étapes considérées; 0 : autrement; *référence* : seulement impliqué dans la formulation de politiques.
- **Aucune étape** – 1 : impliqué dans aucune des étapes citées; 0 : autrement; *référence* : seulement impliqué dans la formulation de politiques.
- **Production de recommandations écrites** – 1 : oui; 0 : non.
- **Temps passé en réunions** – Pourcentage du temps moyen travaillé par semaine consacré à la participation à des réunions. Trois variables binaires ont été entrées, correspondant aux trois premiers quartiles (*référence* : 4^e quartile).
- **Domaines administratifs** – 15 variables binaires reflétant le ministère (*référence* : Agriculture, Pêcheries et Alimentation).

Comme les données sont transversales et qu'il ne s'agit pas d'une étude expérimentale, les relations entre les corrélats et les variables dépendantes seront interprétées comme des associations plutôt que comme des relations causales. Les résultats de régression permettent d'identifier les corrélats associés de façon statistiquement significative à chaque variable dépendante et de connaître la direction de ces associations (positive ou négative). En revanche, les coefficients ou paramètres de régression (c.-à-d. nombres à l'extérieur des parenthèses dans le tableau 1) ne permettent pas de juger de la magnitude ou de l'importance de ces associations. Il a donc été nécessaire de calculer l'*effet marginal* des corrélats. Pour l'instant, concentrons-nous sur l'identification des corrélats dont l'association à chaque variable dépendante s'est avérée statistiquement significative (c.-à-d. non nulle).

En se référant aux résultats présentés au tableau 1, on note que 10 corrélats sont associés de façon positive aux trois variables dépendantes considérées dans l'étude, c'est-à-dire :

- Interactions avec des chercheurs en sciences de la santé;
- Interactions avec des chercheurs en sciences naturelles et génie;
- Interactions avec des chercheurs en sciences humaines et sociales;
- Interactions avec des chercheurs de plusieurs catégories disciplinaires;
- Maîtrise ou doctorat professionnel;
- Maîtrise ou doctorat en recherche;
- Participation à de la formation continue avec matériel scientifique;
- Lecture en anglais;
- Accès déclaré à des bases de données bibliographiques à partir du poste de travail;
- Utilité perçue de la recherche universitaire.

Pour leur part, les corrélats suivants sont associés à deux des trois variables dépendantes :

- <29 ans (associé de façon négative avec la consultation d'articles scientifiques et de façon positive à la consultation de rapports de recherche, lorsque comparé aux >54 ans);
- 30-39 ans (associé de façon négative avec la consultation d'articles scientifiques et de façon positive à la consultation de rapports de recherche, lorsque comparé aux >54 ans);
- Temps passé en réunions (consacrer plus de 25 % de son temps de travail aux réunions est associé de façon négative à la consultation d'articles scientifiques et de livres universitaires).

Tableau 1 : Paramètres estimés et valeur P pour les trois modèles de régressions logistiques ordonnées^{a, b}

Corrélat	Variables dépendantes		
	Utilisation d'articles scientifiques	Utilisation de rapports de recherche universitaires	Utilisation d'ouvrages universitaires
Interactions directes avec des chercheurs en :			
Sciences de la santé (réf = <i>pas de contacts</i>)	,79 (.02)*	,90 (.01)**	,94 (.01)**
Sciences naturelles et génie (réf = <i>pas de contacts</i>)	,59 (.00)**	1,01 (.00)**	,86 (.00)**
Sciences de l'administration (réf = <i>pas de contacts</i>)	,03 (.91)	,62 (.02)*	,42 (.11)
Sciences humaines et sociales (réf = <i>pas de contacts</i>)	,57 (.00)**	,99 (.00)**	,90 (.00)**
Champs disciplinaires multiples (réf = <i>pas de contacts</i>)	,50 (.02)*	1,09 (.00)**	1,53 (.00)**
Accès cognitif à la recherche (savoirs préalables)			
Maîtrise ou doctorat professionnel (réf = <i>b. et moins</i>)	,47 (.00)**	,30 (.04)*	,39 (.01)**
Maîtrise ou doctorat en recherche (réf = <i>b. et moins</i>)	,46 (.00)**	,44 (.00)**	,59 (.00)**
Formation en sciences humaines & sociales (réf = <i>sc. de la santé</i>)	-,57 (.11)	1,12 (.00)**	-,16 (.63)
Formation en sciences de l'administration (réf = <i>sc. de la santé</i>)	-1,09 (.00)**	,40 (.27)	-,60 (.09)
Formation en sciences naturelles & génie (réf = <i>sc. de la santé</i>)	-,59 (.10)	,96 (.01)**	-,50 (.15)
Formation multidisciplinaire (réf = <i>sc. de la santé</i>)	-,67 (.07)	,92 (.01)**	-,49 (.18)
Formation professionnelle continue avec matériel scientifique	,52 (.00)**	,36 (.00)**	,63 (.00)**
Lecture en anglais	,64 (.00)**	,80 (.00)**	,66 (.00)**
Accès physique à la recherche			
Accès perçu à des bases bibliographiques électroniques	,79 (.00)**	,38 (.00)**	,57 (.00)**
Attitude générale envers la recherche universitaire			
Utilité perçue de la recherche universitaire	,52 (.00)**	,90 (.00)**	,88 (.00)**
Préférence méthodologique			
Études conceptuelles/théoriques (réf = <i>études quantitatives</i>)	-,38 (.01)**	-,25 (.08)	,15 (.26)
Études qualitatives (réf = <i>études quantitatives</i>)	-,41 (.00)**	-,04 (.70)	,02 (.84)
Attributs individuels			
Genre	-,08 (.44)	,06 (.56)	-,04 (.73)
Âge (<29 ans)	-,46 (.04)*	,54 (.02)*	,13 (.56)
Âge (30-39 ans)	-,41 (.01)**	,47 (.00)**	-,16 (.28)
Âge (40-49 ans)	-,34 (.01)**	,15 (.28)	-,12 (.37)
Âge (50-54 ans)	-,36 (.01)**	,13 (.36)	-,13 (.33)
Contexte professionnel			
Mise en oeuvre de politiques	-,33 (.25)	-,64 (.03)*	-,27 (.35)
Évaluation de politiques	-,34 (.35)	-,13 (.72)	-,16 (.66)
Toutes les étapes du cycle de politiques	-,22 (.43)	-,74 (.01)**	-,41 (.13)
Deux étapes du cycle de politiques	-,37 (.17)	-,56 (.04)*	-,36 (.18)
Aucune étape – autres activités	-,35 (.23)	-,84 (.00)**	-,48 (.10)
Production de recommandations écrites	,02 (.85)	,38 (.00)**	,16 (.16)
Temps passé en réunions (1 ^{er} quartile) (réf = <i>4^e quartile</i>)	,33 (.02)*	,02 (.91)	,51 (.00)**
Temps passé en réunions (2 ^e quartile) (réf = <i>4^e quartile</i>)	,33 (.01)**	,02 (.90)	,45 (.00)**
Temps passé en réunions (3 ^e quartile) (réf = <i>4^e quartile</i>)	,35 (.02)*	,28 (.70)	,70 (.00)**
Informations sur les 3 modèles			
Seuil 1 (<i>seuil</i>)	-1,23	1,19	1,10
Seuil 2 (<i>seuil</i>)	,12	3,60	3,00
Seuil 3 (<i>seuil</i>)	1,86	5,43	4,75
Khi carré/pseudo-R ²	520,23 (.00)**/12	575,28 (.00)**/14	546,91 (.00)**/13
Nombre d'observations	1562	1564	1562

^a * et ** indiquent que les coefficients de régression sont statistiquement significatifs au seuil de 5 % et de 1 %, respectivement (bilatéral).

^b Préalablement à l'estimation de régression, la présence de multicolinéarité a été évaluée par l'analyse de la matrice de corrélation et en calculant la tolérance pour chaque variable indépendante. Aucun problème de multicolinéarité n'a été détecté.

Note – Ces résultats sont ajustés en fonction des ministères. Les coefficients pour les variables binaires correspondant aux ministères ne sont pas rapportés pour améliorer la présentation visuelle.

Quatorze corrélats sont associés de façon significative à une seule variable dépendante, c'est-à-dire :

- Interactions avec des chercheurs en sciences administratives (associées de façon positive à la consultation de rapports de recherche universitaires, lorsque comparées au fait de ne pas avoir d'interactions avec des chercheurs universitaires).
- Formation en sciences humaines et sociales (associée de façon positive à la consultation de rapports de recherche universitaires, lorsque comparée au fait d'avoir une formation en sciences de la santé).
- Formation en sciences administratives (associée de façon négative à la consultation d'articles scientifiques, lorsque comparée au fait d'avoir une formation en sciences de la santé).
- Formation en sciences naturelles et génie (associée de façon positive à la consultation de rapports de recherche universitaires, lorsque comparée au fait d'avoir une formation en sciences de la santé).
- Formation dans plusieurs catégories disciplinaires (associée de façon positive à la consultation de rapports de recherche universitaires, lorsque comparée au fait d'avoir une formation en sciences de la santé).
- Préférence pour la lecture d'études conceptuelles ou théoriques (associée de façon négative à la consultation d'articles scientifiques, lorsque comparée à la préférence pour la lecture d'études quantitatives).
- Préférence pour la lecture d'études qualitatives (associée de façon négative à la consultation d'articles scientifiques, lorsque comparée à la préférence pour la lecture d'études quantitatives).
- 40-49 ans (associés de façon négative à la consultation d'articles scientifiques, lorsque comparés aux >54 ans).
- 50-54 ans (associés de façon négative à la consultation d'articles scientifiques, lorsque comparés aux >54 ans).
- Être seulement impliqué dans la mise en œuvre des politiques (associé de façon négative à la consultation de rapports de recherche universitaires, lorsque comparé au fait d'être seulement impliqué dans la formulation des politiques).
- Être impliqué dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques (associé de façon négative à la consultation de rapports de recherche universitaires, lorsque comparé au fait d'être seulement impliqué dans la formulation des politiques).
- Être impliqué dans deux des trois étapes considérées (associé de façon négative à la consultation de rapports de recherche universitaires, lorsque comparé au fait d'être seulement impliqué dans la formulation des politiques).
- N'être impliqué dans aucune des étapes considérées (associé de façon négative à la consultation de rapports de recherche universitaires, lorsque comparé au fait d'être seulement impliqué dans la formulation des politiques).
- Production de recommandations écrites (positivement associée à la consultation de rapports de recherche universitaires).

Seulement deux corrélats ne sont associés de façon statistiquement significative à aucune variable dépendante. Ces corrélats sont le genre et le fait d'être impliqué seulement dans l'évaluation plutôt que seulement dans la formulation des politiques. Finalement, notons que les résultats de régression ont été ajustés en fonction des ministères.

Ampleur des associations statistiquement significatives

L'*effet marginal combiné* des corrélats potentiellement manipulables a été calculé afin d'étudier ce qu'il advient de la probabilité statistique de consulter chaque produit de recherche (sur une base hebdomadaire et mensuelle) lorsque nous modifions la valeur de chaque corrélat potentiellement manipulable *simultanément*. Cette démarche permet de connaître la magnitude ou l'importance de l'association entre un *ensemble* de corrélats et une variable dépendante. L'*effet marginal combiné* est simplement le pourcentage d'augmentation ou de réduction de la probabilité statistique de consulter un produit de recherche à une certaine fréquence (mensuelle ou hebdomadaire) qui est causé par une modification simultanée de la valeur des corrélats manipulables de 0 à 1 (tous les corrélats étant mesurés sur une échelle dichotomique) lorsque nous maintenons constante la valeur des corrélats non manipulables. L'*effet marginal combiné* a été calculé en utilisant la programmation CLARIFY avec le logiciel STATA (King, Tomz et Wittenberg, 2000).

Plus précisément, chaque corrélat non manipulable a été fixé à une valeur spécifique fondée sur les statistiques descriptives de l'échantillon. La valeur de ces corrélats non manipulables n'a pas été modifiée, à l'exception de la valeur du domaine administratif et du type de formation (des précisions sont fournies plus bas). Les corrélats non manipulables dont la valeur a été fixée sont : 1) catégorie disciplinaire de formation (valeur fixée à = sciences humaines et sociales), 2) lecture en anglais (valeur fixée à = oui), 3) type d'étude préféré (valeur fixée à = études quantitatives), 4) âge (valeur fixée à = 40-49 ans), 5) genre (valeur fixée à = homme), 6) production de recommandations écrites (valeur fixée à = oui), 7) proportion du temps de travail passé en réunions (valeur fixée à = 2^e quartile, 6,68 % - 14,28 %), et 8) étape du cycle des politiques (valeur fixée à = deux des trois étapes considérées).

Nous avons ensuite calculé l'*effet marginal combiné*, c'est-à-dire l'effet marginal d'une modification simultanée de la valeur (de 0 à 1) des corrélats potentiellement manipulables suivants : 1) interactions avec des chercheurs en sciences humaines et sociales, 2) formation continue avec matériel scientifique, 3) accès déclaré à des bases de données bibliographiques, et 4) utilité perçue de la recherche universitaire. L'*effet marginal combiné* a été calculé 16 fois, c'est-à-dire en simulant pour chaque domaine administratif, puis la moyenne de ces 16 valeurs a été calculée pour constituer l'*effet marginal combiné moyen*. Nous avons ensuite répété la même procédure en modifiant la valeur du type de formation de « Baccalauréat ou moins » à « Maîtrise ou doctorat en recherche » afin d'étudier la possibilité qu'il y ait une interaction entre ce corrélat non manipulable et ceux que l'on peut manipuler. En plus de présenter l'*effet marginal combiné moyen*, nous avons aussi rapporté l'effet marginal combiné minimum et maximum (parmi les 16 valeurs calculées) observé dans des ministères spécifiques. Cette démarche a le mérite de permettre d'illustrer la variation de l'effet marginal combiné en fonction des domaines administratifs (les ministères). Les effets marginaux combinés (moyen, minimum et maximum) sont présentés au tableau 2.

Soulignons que l'effet marginal de chaque corrélat (par opposition à l'effet combiné) a aussi été calculé afin de tester l'hypothèse voulant que les interactions sociales avec des chercheurs soient le plus important corrélat de l'utilisation des savoirs scientifiques. Les résultats ne sont pas rapportés dans le présent rapport par souci d'économie. Notons simplement que les interactions avec des chercheurs universitaires font partie des corrélats ayant l'impact marginal le plus élevé sur les trois variables dépendantes, mais pas par une grande marge, comparativement à d'autres corrélats comme l'accès déclaré à des bases de données bibliographiques, le type de formation,

Tableau 2 : Effets marginaux combinés moyens, maximums et minimums d'une modification simultanée d'une unité de la valeur des corrélats manipulables sur la probabilité de consulter les produits de recherche sur une base mensuelle et hebdomadaire, en fixant la valeur du type de formation à « Baccalauréat ou moins » et à « Maîtrise ou doctorat en recherche »

	Articles publiés dans une revue scientifique				Rapports de recherche universitaires				Livres universitaires			
	Hebdomadaire		Mensuelle		Hebdomadaire		Mensuelle		Hebdomadaire		Mensuelle	
	Maîtrise/ doctorat en recherche	B. ou moins	Maîtrise/ doctorat en recherche	B. ou moins	Maîtrise/ doctorat en recherche	B. ou moins	Maîtrise/ doctorat en recherche	B. ou moins	Maîtrise/ doctorat en recherche	Bac. ou moins	Maîtrise/ doctorat en recherche	Bac. ou moins
Effet marginal combiné <i>minimum</i>	32 %	24 %	- 17 %	- 6 %	13 %	9 %	14 %	24 %	26 %	17 %	4 %	20 %
Effet marginal combiné <i>moyen</i>	47 %	41 %	- 4 %	7 %	31 %	24 %	23 %	28 %	38 %	27 %	23 %	30 %
Effet marginal combiné <i>maximum</i>	52 %	49 %	20 %	27 %	41 %	33 %	30 %	3 %	53 %	42 %	32 %	32 %

la participation à de la formation continue avec du matériel scientifique ou l'utilité perçue de la recherche universitaire. À titre d'illustration, les corrélats dotés de l'effet marginal le plus élevé sont les interactions avec des chercheurs en sciences de la santé (qui est associé à une augmentation de la probabilité de consultation hebdomadaire d'articles scientifiques de 13 points de pourcentage) et l'accès déclaré à des bases de données bibliographiques à partir de son poste travail (12 points de pourcentage). Dans l'ensemble, lorsque considérés individuellement, chaque corrélat est doté d'un pouvoir prédictif plutôt limité. **Ces résultats nous amènent donc à relativiser l'hypothèse concernant l'importance des interactions sociales avec des chercheurs et justifient que l'on porte une attention à l'effet marginal combiné de plusieurs corrélats.**

Comme on le voit dans le tableau 2, le pouvoir prédictif obtenu en modifiant la valeur de toutes les variables manipulables simultanément est beaucoup plus élevé que lorsqu'on modifie la valeur d'un seul corrélat. Par exemple, l'effet marginal combiné *moyen* sur la consultation hebdomadaire d'articles scientifiques que l'on observe en changeant la valeur (de 0 à 1) de chaque corrélat manipulable *simultanément* est de 47,30 points de pourcentage, en supposant que les professionnels détiennent une maîtrise ou un doctorat en recherche, et de 41,39 points de pourcentage en supposant que les professionnels détiennent un diplôme de baccalauréat ou moins. Les résultats présentés au tableau 2 montrent aussi qu'il existe d'importantes différences entre certains secteurs de politiques au regard de l'effet marginal combiné. Par exemple, l'effet marginal combiné maximum observé dans un domaine administratif au regard de la consultation *hebdomadaire* d'articles scientifiques (suivant l'hypothèse de professionnels titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat en recherche) est de 52,31 points de pourcentage, tandis que l'effet marginal combiné minimum observé dans un domaine est de 32,50 points de pourcentage (différence de près de 20 points de pourcentage). Un deuxième exemple révélateur est celui concernant les résultats pour la consultation *mensuelle* d'articles scientifiques. En supposant que les professionnels soient titulaires d'un diplôme de premier cycle ou moins, l'effet marginal combiné des corrélats manipulables est de 26,60 points de pourcentage dans un secteur précis (voir effet marginal combiné maximum), alors que dans un autre secteur, cet effet est de - 6,69 points de pourcentage (voir effet marginal combiné minimum), une différence de plus de 30 points de pourcentage. De plus, l'effet combiné marginal moyen varie selon le type de formation. En effet, l'effet marginal combiné moyen des corrélats manipulables sur la consultation *mensuelle* des trois produits de recherche est toujours plus élevé lorsqu'on suppose que les professionnels sont titulaires d'un diplôme de premier cycle ou moins, tandis que sur la consultation hebdomadaire des produits de recherche, l'effet marginal combiné moyen est toujours plus élevé dans l'hypothèse de professionnels titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat en recherche. Ces résultats suggèrent que les corrélats non manipulables tels que le type de formation devraient être considérés dans l'étude des corrélats de l'utilisation des savoirs scientifiques.

5. Conclusion et discussion

Les principales conclusions à tirer de cette vaste étude transversale se résument en six points. Premièrement, dans l'ensemble, plus de la moitié des professionnels interrogés ont déclaré avoir consulté régulièrement des articles publiés dans des revues scientifiques, et cette fréquence de consultation est peut-être même plus élevée si l'on considère que les résultats de recherche peuvent cheminer par l'intermédiaire des notes de service ou des revues de presse qui sont les documents le plus souvent consultés par les professionnels. En fait, il serait intéressant dans des recherches futures d'analyser le contenu scientifique des notes de service et des revues de presse. Deuxièmement, les rapports de recherche et les livres universitaires sont globalement

moins souvent consultés par les professionnels que les articles scientifiques. Troisièmement, la fréquence de consultation des produits de recherche varie considérablement selon les domaines administratifs. Si les livres universitaires sont plus souvent consultés par les professionnels du ministère de la Justice, les articles scientifiques sont généralement plus fréquemment consultés dans les ministères tels que celui du Développement durable et de l'Environnement ou celui de la Santé et des Services sociaux. Quatrièmement, plusieurs facteurs sont associés à la consultation des produits de recherche, et pris individuellement, chacun d'eux a un faible pouvoir de prédiction. Cinquièmement, les simulations suggèrent que pour atteindre une association significative avec l'utilisation des résultats de la recherche, les facteurs doivent être manipulés simultanément. Enfin, l'ampleur de l'association observée grâce à cette combinaison de facteurs varie légèrement en fonction du niveau d'éducation. Cela suggère que même si l'on simule la présence de tous les corrélats manipulables, la consultation des produits de recherche aura tendance à être moins fréquente chez les professionnels détenant un diplôme de premier cycle (ou moins) que chez les titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat en recherche.

Les principales qualités de cette étude incluent la grande taille de l'échantillon et le taux de réponse élevé et, par conséquent, la capacité de généralisation des résultats à la population ciblée. Au meilleur de nos connaissances, il s'agit de la plus vaste enquête documentant des activités réalisées par les professionnels et, par conséquent, la plus vaste enquête sur la consultation des données de recherche. Cette étude comporte également plusieurs limites. Premièrement, la nature transversale des données signifie qu'il n'a pas été possible de suivre l'évolution du phénomène étudié au fil du temps. Deuxièmement, il y a aussi la présence possible de biais de désirabilité sociale (qui est souvent présent avec des données autodéclarées) et de biais liés à la mémoire des répondants (à savoir certains participants peuvent avoir rencontré des problèmes en essayant de se souvenir d'activités réalisées sur une période de 12 mois). Troisièmement, une des principales limites de l'étude est que les résultats sont fondés sur l'observation plutôt que sur l'expérimentation. Il manque donc l'étape nécessaire permettant de démontrer expérimentalement que les changements apportés aux corrélats produisent bien les effets escomptés et qu'ils ne sont pas simplement la manifestation de causes plus profondes. Par exemple, les résultats de l'étude ne signifient pas nécessairement que la formation continue impliquant une exposition à du matériel scientifique aura pour effet d'accroître la fréquence de consultation des produits de recherche, car il pourrait y avoir un biais de sélection faisant que les professionnels les plus intéressés par la formation continue soient également les plus intéressés par la recherche scientifique.

Par conséquent, une des suites logiques à notre étude serait de concevoir et de mener des recherches expérimentales au sein de ministères afin d'étudier la capacité d'interventions spécifiques à encourager l'utilisation des savoirs scientifiques parmi les professionnels. Avant d'entreprendre ces études, il serait opportun de procéder à l'identification d'interventions déjà mises en œuvre au sein de ministères qui pourraient faire l'objet d'une évaluation d'impact comportant une composante expérimentale. Par exemple, pour favoriser les interactions avec les chercheurs, une direction d'un ministère provincial de la santé au Canada a mis en place une procédure de communication standardisée incitant son personnel à entrer en contact avec des chercheurs afin d'obtenir des informations ou des avis sur des sujets spécifiques. Si elle s'avérait efficace, cette intervention peu coûteuse pourrait facilement être mise en œuvre dans d'autres ministères.

Nous croyons également que les études d'observation ont encore un rôle important à jouer dans ce domaine d'études, et ce, pour deux raisons. Premièrement, la réalisation d'études d'observation au sein de l'administration publique pose moins de défis que la réalisation d'études expérimentales. Deuxièmement, il y a encore un besoin de recherche fondamentale dans ce

domaine et les études d'observation sont souvent bien adaptées à la découverte des corrélats de l'utilisation des savoirs scientifiques. La recherche fondamentale est particulièrement nécessaire pour mieux comprendre le rôle joué par les facteurs non manipulables. L'accumulation de nos connaissances sur les corrélats non manipulables de l'utilisation des savoirs scientifiques pourrait être utile dans la conception et le ciblage des interventions à évaluer. Toutefois, nous devons concentrer nos efforts à l'identification des corrélats non manipulables dotés d'un grand pouvoir prédictif afin de ne pas perdre de temps et d'énergie dans la conception d'interventions ciblant des individus pour lesquels la probabilité d'utiliser les données de recherche est presque nulle. Par exemple, suite aux travaux du philosophe américain Charles Sanders Peirce (1877), la méthode qu'un individu tend à utiliser inconsciemment pour établir ses opinions et convictions, soit *la ténacité* (s'en tenir à sa première opinion), *l'autorité* (adopter une opinion fondée sur l'avis de quelqu'un de prestige ou d'influence), *l'a priori* (adopter une opinion fondée sur un raisonnement introspectif) ou *l'approche scientifique* (adopter une opinion fondée sur des observations empiriques et systématiques), pourrait très bien expliquer la propension de cet individu à mobiliser des savoirs scientifiques. Ces facteurs psychologiques difficilement manipulables n'ont jamais été considérés dans les études d'observation sur l'utilisation des savoirs scientifiques alors qu'ils pourraient agir sur nos chances de succès dans la mise en œuvre d'interventions efficaces.

Implications pour l'intervention

Comme cette étude n'est pas fondée sur l'expérimentation, il serait imprudent de recommander des interventions précises aux ministères québécois qui souhaiteraient favoriser la mobilisation des savoirs scientifiques auprès de leurs professionnels. La suite logique de cette étude serait donc d'évaluer l'efficacité d'interventions précises en ayant recours à des devis expérimentaux ou quasi expérimentaux. La réalisation de telles études au sein de l'administration publique nécessitera une étroite collaboration entre les chercheurs et les gestionnaires.

Références bibliographiques

- Ajzen, I. 1991. "The theory of planned behavior." *Organizational Behavior and Human Decision Processes* 50: 179-211.
- Amara, N., M. Ouimet, et R. Landry. 2004. "New Evidence on Instrumental, Conceptual and Symbolic Utilization of University Research in Government Agencies." *Science Communication* 26(1): 75-106.
- Belkhdja, O., N. Amara, R. Landry, et M. Ouimet. 2007. « The Extent and Organizational Determinants of Research Utilization in Canadian Health Services Organizations." *Science Communication* 28(3): 377-417.
- Cohn, D. 2006. "Jumping Into the Political Fray: Academics and Policy-Making." *IRPP Policy Matters* 7(3).
- Cohn, D. 2007. "Academics and Public Policy: Informing Policy Analysis and Policy Making." In *Policy Analysis in Canada: The State of the Art*. Dobuzinskis, L., M. Howlett, and D. Laycock, Editors, Toronto: University of Toronto Press.
- Dobbins, M., P. Robeson, D. Ciliska, S. E. Hanna, R. Cameron, L. O'Mara, K. DeCorby, et S. Mercer. 2009a. "A Description of a Knowledge Broker Role Implemented as Part of a Randomized Controlled Trial Evaluating Three Knowledge Translation Strategies." *Implementation Science* 4(23).
- Dobbins, M., D. E. Hanna, D. Ciliska, S. Manske, R. Cameron, S. Mercer, L. O'Mara, K. DeCorby, et P. Robeson. 2009b. "A Randomized Controlled Trial Evaluating the Impact of Knowledge Translation and Exchange Strategies." *Implementation Science* 4(61).
- Dobbins, M., H. Thomas, M. A. O'Brien, et M. Duggan. 2004. « Use of Systematic Reviews in the Development of New Provincial Public Health Policies in Ontario." *International journal of technology assessment in health care* 20(4): 399-404.
- Graham, I. D., J. Logan, M. B. Harrison, S. E. Straus, J. Tetroe, W. Caswell, et N. Robinson. 2006. "Lost in Knowledge Translation: Time for a Map?" *The Journal of Continuing Education in the Health Professions* 26(1): 13-24.
- Greenberg, D. H., et M. B. Mandell. 1991. "Research Utilization in Policymaking: A Tale of Two Series (of Social Experiments)." *Journal of Policy Analysis & Management* 10(4): 633-656.
- Hess, C., et E. Ostrom. 2007. "Introduction: An overview of the Knowledge Commons", in *Understanding Knowledge as a Commons*, Hess, C., and E. Ostrom, Editors, Cambridge (Mass.) and London: The MIT Press.
- Howlett, M. 2009. "Policy analytical capacity and evidence-based policy-making: Lessons from Canada". *Canadian Public Administration* 52 (2): 153-175.
- Innvaer, S., G. Vist, M. Trommald, et A. Oxman. 2002. "Health Policy-Makers' Perceptions of Their Use of Evidence: A Systematic Review." *Journal of Health Services Research & Policy* 7(4): 239-244.
- Jbilou, J., N. Amara, et R. Landry. 2007. "Research-Based-Decision-Making in Canadian Health Organizations: A Behavioural Approach." *Journal of Medical Systems* 31: 185-196.
- King, G., M. Tomz, et J. Wittenberg. 2000. "Making the Most of Statistical Analyses: Improving Interpretation and Presentation." *American Journal of Political Science* 44(2): 347-61.
- Knott, J. et A. Wildavsky (1980). "If dissemination is the solution, what is the problem?" *Science Communication* 1(4): 537-578.
- Landry, R., M. Lamari, et N. Amara. 2003. "The Extent and Determinants of the Utilization of University Research in Government Agencies." *Public Administration* 63(2): 192-205.

- Lavis, J. N., H. Davies, A. Oxman, J.-L. Denis, K. Golden-Biddle, et E. Ferlie. 2005. "Towards Systematic Reviews That Inform Health Care Management and Policy-Making." *Journal of Health Services Research & Policy* 10(S1): 35-48.
- Lindquist, E. A. 1990. "The Third Community, Policy Inquiry, and Social Scientists." In *Social Scientists, Policy and the State*. Brooks, S., et A.-G. Gagnon, Editors, New York: Praeger.
- Lomas, J. 2007. "The In-Between World of Knowledge Brokering." *British Medical Journal* 334: 129-132.
- Lomas, J. 2000. "Using 'Linkage and Exchange' to Move Research Into Policy at a Canadian Foundation." *Health Affairs* 19(3): 236-240.
- Oh, C. H., et R. K. Rich. 1996. "Explaining the Use of Information in Public Policymaking." *International Journal of Knowledge transfer and Utilization* 9(1): 3-35.
- Oh, C. H. 1998. "Explaining the Impact of Information on Problem Definition: An Integrated Model." *Policy Studies Review* 15(4): 109-136.
- Ouimet, M., R. Landry, N. Amara, et O. Belkhdja. 2006. "What Factors Induce Health Care Decision-Makers to Use Clinical Guidelines? Evidence From Provincial Health Ministries, Regional Health Authorities and Hospitals in Canada." *Social Science and Medicine* 62: 964-976.
- Ouimet, M., R. Landry, S. Ziam, P.-O. Bédard. 2009. "The Absorption of Research Knowledge by Public Civil Servants." *Evidence & Policy* 5(4): 331-350.
- Rich, R. F., et C. H. Oh. 2000. "Rationality and Use of Information in Policy Decisions: A Search for Alternatives." *Science Communication* 22(2): 173-211.
- Simon, H. A. 1947. *Administrative Behavior*. New York, NY: Macmillan.
- Thompson, G. N., C. A. Estabrooks, et coll. (2006). Clarifying the concepts in knowledge transfer: a literature review. *Journal of Advanced Nursing* 53: 691-701.
- Todorova, G., et B. Durisin. 2007. "Absorptive Capacity: Valuing a Reconceptualization." *Academy of Management Review* 32(3): 774-786.
- Weiss, C. H. (1979). "The Many Meanings of Research Utilization." *Public Administration Review* 39(5): 426-431.

Annexe

Définition opérationnelle des variables

Variables dépendantes

Consultation d'articles scientifiques

Question 1 – Au cours des 12 derniers mois, dans le cadre de vos activités professionnelles au gouvernement du Québec, avez-vous, oui ou non, consulté un article publié dans une revue scientifique? (oui/non) *Question 2* – À quelle fréquence avez-vous consulté ce type de document au cours des 12 derniers mois? (1. Seulement quelquefois durant l'année; 2. une fois de temps à autre, la plupart des mois; 3. plusieurs fois par semaine, la plupart des semaines)

Consultation de rapports de recherche universitaires

Question 1 – Au cours des 12 derniers mois, dans le cadre de vos activités professionnelles au gouvernement du Québec, avez-vous, oui ou non, consulté un rapport de recherche produit par des chercheurs universitaires? (oui/non)

Question 2 – À quelle fréquence avez-vous consulté ce type de document au cours des 12 derniers mois? (1. Seulement quelquefois durant l'année; 2. une fois de temps à autre, la plupart des mois; 3. plusieurs fois par semaine, la plupart des semaines)

Consultation de livres (ou chapitres de livres) universitaires

Question 1 – Au cours des 12 derniers mois, dans le cadre de vos activités professionnelles au gouvernement du Québec, avez-vous, oui ou non, consulté un livre ou un chapitre de livre produit par des chercheurs universitaires?(oui/non)

Question 2 – À quelle fréquence avez-vous consulté ce type de document au cours des 12 derniers mois? (1. Seulement quelquefois durant l'année; 2. une fois de temps à autre, la plupart des mois; 3. plusieurs fois par semaine, la plupart des semaines)

Variables indépendantes (corrélats)

Interactions avec des chercheurs universitaires

Question 1 – Au cours des 12 derniers mois, avez-vous, oui ou non, contacté un professeur ou un chercheur du milieu universitaire?

Question 2 (posée exclusivement aux répondants ayant répondu « oui » à la question 1) – Parmi les catégories disciplinaires suivantes, laquelle ou lesquelles correspondent au profil du ou des professeurs ou chercheurs universitaires que vous avez contactés au cours des 12 derniers mois?

Codage – Une catégorie « plusieurs catégories disciplinaires » a été créée lorsque plusieurs catégories ont été sélectionnées. Six (6) variables binaires ont été créées (catégorie de comparaison = pas de contact) : pas de contacts, sciences humaines et sociales, sciences administratives, sciences de la santé, sciences naturelles et génie, plusieurs catégories disciplinaires.

Type de formation

Question – Parmi les diplômes suivants, lesquels détenez-vous?

Codage – Trois variables binaires (catégorie de comparaison = baccalauréat ou moins) : baccalauréat ou moins, maîtrise ou doctorat professionnel, maîtrise ou doctorat en recherche.

Catégories disciplinaires de formation

Question – Parmi les regroupements de disciplines suivants, lequel ou lesquels correspondent à votre formation générale?

Codage – Une catégorie « plusieurs catégories disciplinaires » a été créée lorsque plusieurs catégories ont été sélectionnées. Cinq (5) variables binaires ont été créées (catégories de comparaison = sciences de la santé) : sciences humaines et sociales, sciences administratives, sciences de la santé, sciences naturelles et génie, plusieurs catégories disciplinaires.

Formation professionnelle continue avec matériel scientifique

Question 1 – Au cours des 12 derniers mois, avez-vous bénéficié d'un programme de formation continue?

Conditionnellement à une réponse positive à cette première question :

Question 2 – Dans le cadre de cette formation, avez-vous lu un ou plusieurs articles scientifiques rédigés par des chercheurs du milieu universitaire?

Codage – 1 : oui à Q2; 0 : non à Q2

Lecture en anglais

Question – Avez-vous à lire des textes en anglais dans le cadre de vos activités professionnelles?

Codage – 1 : oui; 0 : non

Accès physique à la recherche

Question – De votre poste de travail, avez-vous accès à des bases de données bibliographiques à partir desquelles il est possible de télécharger ou d'imprimer des articles publiés dans des revues scientifiques?

Codage – 1 : oui; 0 : non ou ne sais pas

Utilité perçue de la recherche universitaire

Question 1 – En vous basant sur votre expérience professionnelle des 12 derniers mois, lequel de ces groupes produit généralement l'information la plus utile à la réalisation de vos activités professionnelles au gouvernement du Québec? S.V.P., choisissez une seule réponse parmi les suivantes : a) professionnels ou gestionnaires du secteur public, b) journalistes, c) professeurs ou chercheurs du milieu universitaire, d) consultants du secteur privé, e) analystes ou chercheurs de *think tanks* ou d'instituts de recherche de faisant pas partie du milieu universitaire

Question 2 – Quel serait votre deuxième choix?

Codage – 1 : réponse « c » à Q1 ou Q2; 0 : autres réponses

(Suite)

Préférence méthodologique

Question – Dans le cadre de vos activités professionnelles au gouvernement du Québec, de façon générale, si vous aviez le choix, laquelle des options suivantes choisiriez-vous? a) Lire une étude présentant des analyses quantitatives, telles que des corrélations, des tests de différence de moyennes ou encore des régressions; b) lire une étude présentant des analyses qualitatives, telles que des analyses de contenu d'entrevues ou encore des analyses documentaires; c) lire une étude présentant des réflexions conceptuelles ou théoriques.

Codage – Deux variables dichotomiques (catégorie de comparaison = lire une étude présentant des analyses quantitatives) : études conceptuelles (0-1), études qualitatives (0-1)

Genre

Codage – 1 : femme; 0 : homme

Âge

Question – Quel est votre groupe d'âge?

Codage – Quatre variables binaires : <30 ans, 30-39, 40-49, 50-54 (catégorie de comparaison = > 54 ans)

Étapes du cycle des politiques

Question – pour chacune des activités suivantes, dites si oui ou non cette activité s'applique à votre situation professionnelle des 12 derniers mois : a) planification ou élaboration de nouvelles politiques, de nouveaux programmes, de nouvelles mesures, de nouvelles stratégies ou de nouveaux plans d'action, b) programmation ou élaboration de plans d'implantation de politiques, de programmes, de mesures, de stratégies ou de plans d'action, c) application, mise en œuvre ou suivi de politiques, de programmes, de mesures, de stratégies ou de plans d'action, d) évaluation de politiques, de programmes, de mesures, de stratégies ou de plans d'action, e) production et analyse de données statistiques, f) production de revues de littérature, g) autres

Codage – Cinq variables binaires (catégorie de comparaison = formulation de politiques (« a » ou « b »)) : 1) mise en œuvre (1 : « b » ou « c » seulement; 0 : autrement); 2) évaluation (1 : « d » seulement; 0 : autrement); 3) toutes les étapes (1 : « a », « b », « c », et « d »; 0 : autrement); 4) deux étapes (1 : deux étapes; 0 : autrement); 5) aucune des étapes (1 : « e », « f » ou « g » seulement; 0 : autrement)

Production de recommandations écrites

Question – Au cours des 12 derniers mois, avez-vous rédigé un ou plusieurs documents dans lesquels figurent des recommandations concernant la modification ou l'adoption de politiques, programmes, mesures, stratégies ou plans d'action (ex. sous forme de notes de service)?

Codage – 1 : oui; 0 : non

Temps passé en réunions

Question 1 – Maintenant, pensez à ce que représente pour vous une semaine typique de travail en vous référant aux 12 derniers mois. Au cours de cette semaine typique de travail, combien d'heures travaillez-vous?

Question 2 – De ces ____ heures, combien en consacrez-vous à la participation à des réunions?

Codage – Nombre d'heures indiqué à Q2 divisé par nombre d'heures indiqué à Q1, multiplié par 100. La variable a été transformée en quatre quartiles. Trois variables binaires ont été créées correspondant aux trois premiers quartiles (catégorie de comparaison = quatrième quartile)

(Suite)

Secteurs de politiques

Question – Pour quel ministère travaillez-vous?

Codage – Secrétariat du Conseil du Trésor et ministère du Conseil Exécutif ont été combinés dans la catégorie « ministères horizontaux » (ministère de comparaison = Agriculture, Pêcheries et Alimentation) 15 variables binaires

Méthode et données

Cette étude a été approuvée le 10 juin 2008 par le Comité d'éthique de la recherche de l'École nationale d'administration publique (CÉR- ENAP-2008-12).

Population cible

La population ciblée est composée de professionnels appartenant à 12 groupes professionnels (c'est-à-dire des fonctionnaires sans fonction décisionnelle) travaillant dans certains ministères québécois (excluant les organismes). Ont été exclus les ministères suivants, apparaissant moins pertinents pour la présente étude : ministère du Tourisme, ministère des Relations internationales, ministère du Revenu et ministère des Services gouvernementaux. La population initialement visée était donc localisée dans 18 des 22 ministères du gouvernement du Québec.

Catégorie et titre d'emploi des professionnels considérés par l'étude

Catégorie d'emploi	Titre d'emploi	N (%)
102	Agente ou agent de développement industriel	80 (4,96)
105	Agente ou agent de recherche et de planification socioéconomique	1008 (62,45)
106	Agronome	79 (4,89)
109	Architecte	10 (0,62)
113	Biologiste	78 (4,83)
115	Avocate ou avocat ou notaire	85 (5,27)
119	Ingénieure ou ingénieur forestier	50 (3,10)
120	Médecin	3 (0,19)
121	Médecin vétérinaire	14 (0,87)
123	Spécialiste en sciences de l'éducation	64 (3,97)
124	Spécialiste en sciences physiques	137 (8,49)
129	Actuaire	6 (0,37)
<i>Total</i>		1614 (100)

Ministères inclus et exclus

Inclus dans l'étude (18)	N (%)
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	61 (3,78)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	227 (14,06)
Conseil exécutif	42 (2,60)
Développement durable, Environnement et Parcs	175 (10,84)
Développement économique, Innovation et Exportation	105 (6,51)
Éducation, Loisir et Sport	109 (6,75)
Emploi et Solidarité sociale	111 (6,88)
Famille et Aînés	64 (3,97)
Finances	84 (5,20)
Immigration et Communautés culturelles	50 (3,10)
Justice	82 (5,08)
Ressources naturelles et Faune	146 (9,05)
Santé et Services sociaux	100 (6,20)
Secrétariat du Conseil du Trésor	31 (1,92)
Sécurité publique	113 (7,00)
Transports	61 (3,78)
Total	1614 (100)

Collecte de données

Une banque de données contenant des informations nominatives a été constituée en collaboration avec une unité du Secrétariat du Conseil du Trésor et du ministère des Services gouvernementaux. Cette banque de données contenait les informations suivantes pour 5247 individus : nom, prénom, code professionnel, ministère d'affiliation et numéro de téléphone au bureau. S'agissant d'une enquête téléphonique, une recherche manuelle a été effectuée pour identifier les numéros manquants ou inexacts en recourant au répertoire téléphonique du personnel de la fonction publique (<http://www.reptel.gouv.qc.ca/reptel.aspx>) ou en contactant les directions des ressources humaines lorsque nécessaire.

Questionnaire

Un questionnaire a été élaboré par l'équipe de recherche en se référant à des études antérieures. Des questions fermées ont été développées autour de trois axes principaux, intégrant pour l'essentiel les éléments contenus dans le cadre d'analyse de capacité d'absorption des savoirs (voir Ouimet et autres, 2009). La première partie du questionnaire focalise sur les déterminants de la santé et l'impact de l'action gouvernementale sur la santé de la population et ces déterminants. Les résultats de ce premier volet ne sont pas rapportés dans ce document. La deuxième partie du questionnaire porte sur l'utilisation de différentes sources d'information, le niveau de familiarisation avec certains types d'études (ex. essais contrôlés randomisés, revues systématiques, etc.) et les méthodes d'acquisition de l'information. Finalement, la troisième partie du questionnaire avait pour objet de dresser le profil socioprofessionnel du répondant. Une formule de consentement explicite a été incluse d'entrée de jeu dans le questionnaire de même que certaines questions d'éligibilité (détenir un poste de professionnel, travailler pour un des ministères retenus, et ce, pour une période d'au moins 12 mois sans interruption de plus de trois mois).

L'approche adoptée dans cette étude était de poser des questions aussi factuelles que possible. Les questions devaient également être claires et facilement compréhensibles à la première audition. Il a été également décidé, pour la validité, d'employer un temps de référence couvrant une période qui ne soit pas trop grande (dans d'autres sondages, p. ex., les participants étaient invités à se souvenir d'activités ayant eu lieu sur une période de trois ans). La période de référence dans cette étude a donc été fixée à 12 mois.

Méthode d'échantillonnage et taux de participation

Un échantillon aléatoire stratifié de 4514 individus, ventilé par ministère, a été généré en utilisant le logiciel SPSS. La banque de données, le questionnaire ainsi que des instructions écrites ont été transmis à la firme de sondage sous-traitante (Infras International Inc.). Avant le lancement de l'enquête téléphonique, le questionnaire a été éprouvé par téléphone sur un échantillon choisi à dessein de 10 fonctionnaires répondant aux critères d'admissibilité. Des modifications mineures quant à la longueur et la clarté de certaines questions ont été adoptées suite à ce prétest. D'autres modifications ont été apportées dans une phase préliminaire où les opérateurs téléphoniques de la firme ont testé le questionnaire sur un échantillon aléatoire de 21 individus.

La collecte des données s'est échelonnée du 26 septembre au 25 novembre 2008 en utilisant la technologie CATI (*computer-assisted telephone interview*), permettant la saisie et le codage simultanés des données. À la fin de cette phase, la firme a contacté de façon aléatoire (utilisant

une procédure aléatoire de génération de numéros) 3081 individus. De ces 3081 individus, 1617 (52,48 %) ont rempli le questionnaire. Toutefois, 493 des 3081 individus n'ont pas rempli le questionnaire, n'étant pas admissibles selon les critères préétablis (ex. travaillant comme gestionnaire, dans un ministère autre que ceux retenus, dans un ministère inclus, mais depuis moins de 12 mois, etc.). Le taux de réponse net est donc de 62,48 % (le calcul est le suivant : $1617/(3081 - 493)*100$). De plus, les trois répondants travaillant pour le ministère du Travail ont été exclus des analyses, rappelons-le. Par voie de conséquence, la banque de données finale contient 1614 professionnels, répartis dans 17 des 22 ministères québécois.